

Université de Tartu  
Faculté de philosophie  
Département d'études romanes

Linda Ajaots

**L'AMÉLIORATION DE L'ÉCONOMIE  
FRANÇAISE PAR L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE**

Mémoire de licence

Sous la direction de Nadežda Ivanova et Hans-Bertrand Mugnier

Tartu 2013

## SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	2
INTRODUCTION .....	3
1. L'IMPORTANCE DES ÉPARGNES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.....	6
1.1. Les fonctions des épargnes.....	6
1.2. Les comptes de l'épargne : typologie.....	10
2. LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES MÉNAGES.....	17
2.1. Les différences d'épargne selon le type de ménage .....	17
2.2. Les facteurs qu'influence le comportement des ménages .....	20
3. L'EFFICACITÉ DES ÉPARGNES RÉGLEMENTÉES POUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE FRANCE.....	23
3.1. Le contenu et le résultat de la réforme de l'épargne réglementée en 2009 .....	23
3.2. La dernière réforme de l'épargne réglementée et les résultats attendus.....	27
CONCLUSION .....	33
RÉSUMÉ .....	36
BIBLIOGRAPHIE .....	37

## INTRODUCTION

Le mémoire de licence se concentre sur l'amélioration de l'économie française par l'épargne réglementée. La crise économique qui a suivi la faillite de Lehman Brothers en 2007 a touché tous les pays européens. L'amélioration de l'économie française est importante. L'économie française est la seconde économie la plus grande d'Europe par la ration du PIB par habitant. La population française est la deuxième plus grande en Europe, avec 65 586 millions de personnes. La situation économique française influence tous les pays de l'Union Europe à cause de sa taille et de son importance relative.

La crise économique qui a eu lieu en 2007 était mondiale. La crise a influencé certains pays plus que d'autres. Après la crise, la situation économique en France était compliquée à cause des grands investissements des banques françaises dans les banques en Grèce, Espagne et en Italie dont la situation économique est grave. Selon l'INSEE le déficit du budget de l'Etat français en 2012 était de -4,8% du PIB. Selon les critères de Maastricht il ne devrait être plus que de -3% du PIB. La dette publique de la France est de -89,1%. Selon les critères de Maastricht cet indicateur devrait être moins inférieur que 60% du PIB (Reuters : 2013). Il y a 3,6 millions de personnes qui sont mal-logés ou non logées et ils ont besoin d'un logement offert par l'État. Les pays qui ont été touché par la crise ont créé des réformes pour améliorer la situation économique. Par exemple l'Allemagne a créé le programme de la réforme nationale en 2011. On trouve aussi la réforme de l'épargne réglementée en 2009 qui avait pour objectif d'améliorer l'économie.

Basée sur les indicateurs ci-dessus, le Président français a mené la réforme de l'épargne réglementée pour améliorer l'économie et pour assurer l'assistance sociale. L'objectif

de cette réforme est de réduire le déficit du budget de l'Etat, la dette publique et de construire plus de logements sociaux et de garantir leurs réparations. La France a l'expérience d'améliorer l'économie par la réforme de l'épargne réglementée qui a eu lieu en 2009. La réforme actuelle de l'épargne réglementée consiste en l'augmentation, presque le doublement, du plafond du livret A. La réforme actuelle a eu des contre arguments solides. Il y a des contre arguments du gouverneur de la Banque de France Christian Noyer et du ministre de l'Économie et de l'ancien ministre des Finances et de l'Industrie François Baroin. Les débats ont attiré l'attention sur l'opinion selon laquelle la possibilité que la réforme soit un échec est assez réaliste. C'est pourquoi les changements qui peuvent être réalisés avec la réforme, ne sont pas suffisamment pour les changements voulus.

Le problème de la recherche est basé sur cette hypothèse ci-dessus qu'il est impossible de réduire le déficit du budget de l'Etat, la dette publique et de construire plus de logements sociaux en garantissant parallèlement leurs réparations en façon de la réforme de l'épargne réglementée actuelle. L'objet de cette mémoire de licence est de trouver les points forts et faibles de la réforme présente à la vue de l'amélioration de l'économie. Pour analyser cette problématique, dans la première partie du mémoire seront analysées les théoriques des influences possibles des épargnes pour l'économie. La deuxième partie sera concentrée sur la présentation des différents aspects de comportement des épargnants dans les différentes situations économiques. Dans la troisième partie nous comparerons, à travers les publications sur ce sujet dans la presse française. Les différents jugements portés sur l'efficacité de la réforme.

Dans la partie théorique nous observerons les théories économiques de l'épargne par des classiques (Adam Smith) et par Keynes (John Maynard Keynes). L'analyse dont comment le plafond a influencé les banques, l'épargnant et l'économie, est basée sur les théories des classiques et des Keynésiens. La connexion entre les banques et l'économie sera expliquée et l'épargne réglementée et l'épargne non réglementée seront comparées. Après l'analyse de cette partie nous connaissons l'importance de l'épargne dans l'économie. Les questions de base de la recherche du mémoire sont apparues de la

figure théorique. Les questions de base ont été créées entre le problème de la recherche et les connexions dans la partie théorique sont suivantes :

1. Quels sont les différents types de ménages et quels sont leurs comportements dans les différentes situations économiques ?
2. Quels sont les facteurs qui influencent les choix des ménages ?
3. Quelles sont les conséquences de la réforme de l'épargne réglementée de 2009 ?
4. Comment la réforme de l'épargne réglementée influence-t-elle les banques, l'épargnant et l'économie ?

La méthode de ce mémoire est qualitative et la stratégie est déductive. Analysant les différents types de ménages et les facteurs qui influencent le comportement des ménages nous expliquerons les caractéristiques de l'épargne des ménages français en répondant aux questions de la partie pratique. Dans cette analyse nous nous sommes basé sur la recherche de Martin Browning et Annamaria Lusardi et sur le mémoire de Master de Céline Antonin. Répondant sur les questions de la partie empirique nous analyserons les résultats de la réforme de l'épargne réglementée précédent. Pour le faire nous nous concentrerons sur le rapport de la Banque de France de la réforme de l'épargne réglementée en 2009. Les bases d'analyse de la réforme de l'épargne réglementée actuelle sont les articles publiés dans les journaux français et le rapport de Pierre Duguesni sur la réforme de l'épargne réglementée. Dans cette partie sont comparés les arguments des analystes économiques, du gouverneur de la Banque de France Christian Noyer et de l'ancien ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie François Baroin contre les changements de livret A. Basé sur l'analyse, les résultats de la réforme en 2009 et les statistiques nous affirmerons où réfuterons les contre arguments publiés dans la presse.

L'auteur s'intéresse à ce sujet parce qu'il est actuel. Du fait de son actualité c'est possible de continuer la recherche sur ce sujet parce que les changements causé par la réforme de l'épargne réglementée n'ont pas apparus encore.

# **1. L'IMPORTANCE DES ÉPARGNES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

## **1.1. Les fonctions des épargnes**

Le taux de l'épargne montre le comportement des épargnants et la conjoncture économique actuelle. Le taux de l'épargne indique le montant total des ressources placées dans les banques de marché intérieur en France. Les ménages épargnent pour se constituer un complément de retraite et assurer les dépenses futures (l'éducation des enfants, les plus grandes dépenses prévues dans le futur). Depuis la crise de 2008-2009 le taux de l'épargne a augmenté de 17 % par an jusqu'à ce jour. Selon Reuters (Reuters ; 2012), c'est le plus haut indicateur depuis 1983. Dans le même temps, la consommation a diminué. La baisse annuelle de la consommation constatée en novembre 2012 était la plus drastique après la crise économique de 2009. L'intérêt d'épargne élevé assure une plus grande valeur du PIB *per capita* pour autant que les épargnes se transforment en investissements (Romer : 1987). Selon la théorie des économistes classiques, toutes les ressources épargnées seront investies. L'équilibre entre les ressources épargnées et les investissements est régulé par le taux d'intérêt. Selon les keynésiens le revenu a un rôle plus important que le taux d'intérêt. Si les ressources épargnées ne sont pas investies, le ménage les consommera. La hausse du taux de l'épargne engendre la croissance économique pendant une période de courte durée mais à long terme elle assure un PIB plus haut *per capita* (Romer : 1987). Dans le futur, les épargnants n'auront pas confiance en ces revenus. C'est pourquoi les ménages placent plus d'argent à la banque (haut taux de l'épargne) et en même temps consomment moins.

Entre 2009 et 2012, le taux de l'épargne a augmenté sans cesse. Cela signifie que les ménages ont mis plus d'argent sur les comptes d'épargne. En 2009, d'après la Banque de France, les ménages ont épargné 16,5% de leurs revenus. L'indicateur équivalent en 2012 était 16,10% et en 2011 16,8% des revenus. Dans le même temps, la quantité des emprunts a diminué. En 2010, on a emprunté 19% de moins qu'en 2009 et en 2011 5,2% de moins qu'en 2010. Normalement, quand les intérêts d'emprunt sont hauts, les gens n'empruntent pas beaucoup (Amadeo; 2012). En France, le taux d'intérêt d'emprunt baisse depuis 2009 à cause de la diminution d'EURIBOR<sup>1</sup>. Au premier semestre 2009, la moyenne pondérée des taux directeurs était de 2% et au premier semestre 2012, 0,75% (Les taux directeurs: 2013). D'après la théorie économique, il est moins cher d'emprunter quand l'intérêt est bas. C'est pourquoi plusieurs personnes sont prêtes à emprunter. En conséquence, d'après les classiques, quand la consommation augmente, l'emprunt diminue. Ceci concerne aussi les épargnants, qui commencent de plus en plus à placer des ressources sur les comptes plus risqués pour que leurs richesses s'accroissent plus rapidement. Un tel comportement peut être expliqué par le fait que les épargnants n'ont pas peur de perdre l'argent reçu via la banque. En ce moment, les français empruntent moins et mettent plus en réserves. Les épargnes plus populaires sont celles de moindre risque. C'est la crise du crédit immobilier en 2011 qui explique la situation actuelle en France. La crise a été causée par les taux d'intérêts bas qui ont conduit les ménages les plus faibles à emprunter. Mais leur capacité économique et financière était insuffisante pour effacer leurs dettes. Les vieux emprunts se sont accumulés tant que les ménages n'avaient pas à les rembourser. On épargnait plus pour éteindre les emprunts, mais aussi pour que le bien-être soit garanti.

Par la croissance de l'épargne et la diminution des emprunts, on peut décrire l'attitude des ménages envers les banques et le futur. L'analyse des données montre qu'il existe beaucoup d'incertitude sur les revenus futurs. Une raison apparente pour laquelle les ménages épargnent plus, est la crainte de ne pas gagner assez d'argent pour couvrir les dépenses imprévues, financer les études des enfants, assurer le bien-être et la retraite. L'incertitude envers les banques signifierait que les français trouvent possibles les faillites de banque. En cas méfiance totale, les comptes seraient vidés. Jusqu'ici le

---

<sup>1</sup> <http://www.euribor-rates.eu/what-is-euribor.asp>

comportement est inverse, les ménages placent beaucoup d'argent sur les comptes d'épargne, ce qui signifie que les français font encore confiance aux banques, mais ils n'ont pas assez de certitude pour pouvoir planifier l'avenir.

Un taux d'intérêt élevé permet aux banques de couvrir les obligations financières qui sont apparues lors de la crise de la dette. L'épargne est un service offert par les banques, pour que les clients puissent mettre leur argent en réserve. Les comptes d'épargne sont différents des comptes chèques. Les comptes chèques sont conçus pour répondre aux besoins financiers immédiats, il est possible de déplacer l'argent à n'importe quel moment. L'objectif du compte d'épargne est de mettre l'argent en réserve et le laisser fructifier pour que la somme dépasse sa valeur initiale. Au contraire du compte courant, l'argent est placé sur un compte d'épargne pour une période de longue durée. En général, il n'est pas recommandé, parfois même impossible de retirer l'argent avant la date fixée par la banque, sinon la banque a le droit de garder une partie de cette somme. En effet, cet argent sur les comptes d'épargne est la source principale des investissements de la banque. Les ressources obtenues permettent à la banque d'effectuer les transactions monétaires comme émettre des emprunts. En tout, le débiteur doit payer à la banque la somme empruntée et le prix du crédit emprunté. En même temps, la banque est aussi débitrice et doit payer les épargnants. Les prix du crédit dépendent de la somme épargnée et aussi de l'inflation (OECD : 2012). Les revenus d'intérêts par rapport aux sommes épargnées sont toujours faibles, c'est pourquoi il est plus rentable d'épargner de grandes quantités d'argent à long terme. D'un autre côté, ce système est absolument nécessaire pour que les banques puissent exister et grandir. Les chiffres d'affaires des banques sont normalement énormes mais l'épargnant réalise aussi du profit.

Les banques commerciales et l'État travaillent ensemble pour maximaliser l'influence positive des épargnes. L'épargne réglementée qui résout plusieurs problèmes sociaux, est le lien principal entre les banques et l'État. Le ministère de l'économie l'a réglementée en établissant ces plafonds et un taux d'intérêt fixe. L'État veut assurer les investissements à long terme dans le domaine social. Pour les garantir, 65% de l'argent qui est déposée sur les comptes d'épargne vont à la Caisse des Dépôts. Les épargnes



réglementées ont un risque mineur, sont exemptes des autres taxes, avec un revenu régulier. En cas de faillite de la banque, les dépôts jusqu'à 100 000 euros (espèces) par compte sont remboursés par le fonds de garantie des dépôts (Fonds de Garantie des Dépôts : 2013). C'est pourquoi les épargnes réglementées sont si populaires en France. L'épargne la plus populaire est le livret A avec 60 millions de comptes. Les épargnes réglementées assurent des ressources pour financer le bien-être des citoyens. Pour les banques, les épargnes réglementées sont moins profitables que les épargnes non réglementées. La majorité des gens qui placent leur argent sur les comptes d'épargne réglementées n'épargnent que de petites sommes. Par exemple, en 2011 46,6% des comptes de livret A ne rapportaient pas plus de 150 euros. On peut assumer que les sommes placées sur le livret non réglementé sont plus grandes que celles sur le livret A qui est en France toujours plus populaire (expliqué dans le chapitre suivant) que l'épargne non réglementée. Les épargnants qui placent leurs ressources sur le livret A, ont une faible tolérance au risque et c'est pourquoi les comptes d'épargne réglementées ne grandissent pas rapidement. Les intérêts communs des banques et de l'État sont évidents. Les banques investissent la plupart des ressources collectées dans le secteur privé, mais aussi dans le domaine social (aux Fonds de Caisse de dépôts, expliqué dans le chapitre suivant). Il y a plusieurs sources qui permettent au gouvernement d'investir dans le domaine social : ce sont les impôts, mais aussi les prêts et les investissements des banques qui sont obtenus par les comptes d'épargne. C'est la coopération des banques et de l'État, qui permet des investissements conjoints dans le domaine socio-économique, l'infrastructure, les soins médicaux et l'éducation.

Les comptes d'épargne mais aussi les prêts augmentent les ressources et le pouvoir financier d'une banque. Grâce aux intérêts débiteurs la banque réalise du profit. Le débiteur doit avoir la possibilité d'emprunter à la banque qui commerce sur le marché domestique. Sinon, les emprunteurs prennent le crédit des banques qui ne sont pas présentes sur le marché intérieur. Les emprunts extérieurs sont raisonnables si l'argent emprunté est investi, par exemple dans le développement des entreprises domestiques qui, en ce cas, serait accompagné par la croissance économique et les revenus plus élevés. Si le débiteur utilise le montant emprunté pour couvrir les coûts courants (la hausse temporaire de la consommation) il aura du mal à payer sa dette. Un tel

comportement résulte dans la diminution de consommation (Randveer, Kerem : 1998). En épargnant plus sur le marché domestique, l'offre de prêt augmente. L'équilibre de marché est établi quand l'épargne et l'investissement (les prêts) sont égaux. Les investissements permettent créer des emplois et élever des revenus. Ces changements financiers modifient la consommation. Les gens peuvent consommer plus parce qu'ils ont plus d'argent qu'auparavant. Ainsi, la demande de biens et services augmente générant la croissance économique. En même temps le revenu élevé rend possible l'épargne. Un salaire plus important favorise l'épargne des ménages, en supposant que les prix et la consommation ne se modifient pas.

## **1.2. Les comptes de l'épargne : typologie**

Il y a deux types de livrets différents: le compte de l'épargne réglementé et le compte de l'épargne non réglementé. Les épargnes réglementées sont offertes par les banques, mais les taux d'intérêt et le plafond sont fixés par l'État. En plus, les épargnes réglementées sont non assujetties à l'impôt. Le plafond et l'intérêt des épargnes non réglementées sont fixés par la banque et il est obligatoire de payer des impôts sur ce revenu.

Un plafond<sup>2</sup> est la somme qu'on peut mettre sur un compte. Il est possible d'y placer n'importe quel montant qui ne dépasse pas le plafond déterminé. L'augmentation de plafond signifie que les gens peuvent mettre plus d'argent sur un compte qu'avant. Les ressources qui deviennent disponibles grâce au plafond élevé optimisent les revenus des deux parties.

La rémunération<sup>3</sup> est l'intérêt d'un montant emprunté exprimé en pourcentage. En cas d'épargne, la banque paye l'intérêt à l'épargnant pour le droit d'utiliser la ressource placée sur un compte.

---

<sup>2</sup> <http://definition.actufinance.fr/taux-plafond-634/>

<sup>3</sup> [http://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition\\_taux-d-interet.html](http://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_taux-d-interet.html)

Le compte d'épargne le plus populaire en France est le livret A. Son plafond déterminé est de 22 950 €, et la rémunération pour l'épargnant par une année est de 1,75% de la somme placée. Le livret A est un compte d'épargne à durée indéterminée. Il y a plus de 60 millions de comptes de livret A en France. Le livret A est un compte d'épargne qui est fourni par tous les banques sur les marchés français. Il n'y a ni carte bancaire ni carnet des chèques offerts avec le livret A. Chacun peut avoir seulement un compte de livret A, on peut en ouvrir aussi pour les enfants. Il est interdit de tenir en même temps le livret A et le livret Bleu. Le livret Bleu est très similaire à livret A. Comme le livret A, le livret Bleu a un plafond de 22 950 € et la rémunération est de 1,75%. (Centre de documentation Economie-Finances CEDEF : 2013). Le livret Bleu n'est pas si populaire que le livret A parce que le livret Bleu n'est pas fourni par toutes les banques en France, mais seulement par le Crédit Mutuel (Crédit Mutuel est une banque commerciale qui possède une clientèle de 11 millions d'individus). Le livret A, fourni par tous les banques commerciales est plus facilement disponible, en comparaison de livret Bleu, qui est plus compliqué pour l'épargnant à l'ouverture puisqu'il est proposé par une seule banque commerciale. Les ressources de livret A sont placées dans le fonds de développement du logement social.

Les banques commerciales proposent le service aux clients pour ouvrir un compte de livret A, mais il y a encore la possibilité de le faire à La Poste ou à la Caisse d'épargne. 65 euros de chaque 100 euros épargnés est placé à la Caisse des dépôts. En fin d'année 2012, il y avait 141 milliards d'euros dans la Caisse des dépôts, récupérés par le livret A. Par ailleurs les épargnes de livret A, les sommes sur les livrets de développement durable (dorénavant LDD) sont placées dans la Caisse des dépôts. L'objectif de ces ressources de LDD recueillies par la Caisse des dépôts est de financer le domaine social, plus précisément pour promouvoir la politique de la ville. En 2012, ils ont dépensé une somme totale de 43 milliards d'euros seulement pour cette cause. 65 % (118 milliards d'euros) du livret A et du LDD est investi dans le développement du logement social, de l'infrastructure et est utilisé pour couvrir les dépenses médicales et celles de l'éducation (Irène Inchauspé: 2012). Le reste des ressources de livret A est investi dans le secteur commercial (63 million d'euros), les services (52 millions d'euros), les hôtels et les restaurants (30 millions d'euros), la construction (13 millions

d'euros), dans les autres secteurs (9 millions d'euros), l'industrie (8 millions d'euros) et l'agriculture, la sylviculture et la pêche (5 millions d'euros) (rapport annuel de l'observatoire de l'épargne réglementée : 2012).

La plupart des ressources collectées via LDD est utilisée pour financer des investissements durables et des entreprises privées. Le propriétaire d'un compte de LDD doit avoir son domicile fiscal en France. Un ménage peut avoir deux comptes de LDD. Toutes les banques en France le distribuent. Un compte de LDD n'interdit pas à son propriétaire d'avoir des autres livrets de l'épargne. La rémunération de LDD est de 1,75% et le plafond est de 12 000 € (Société Générale: 2013).

Le livret d'Épargne Populaire (LEP) est disponible pour les domiciliés en France. Il est destiné aux gens qui ont un revenu faible. La personne qui a payé moins de 769 euros d'impôts sur le revenu pour l'année 2012 peut ouvrir un compte de livret d'épargne Populaire. Le plafond est de 7700 € et la rémunération est de 2,25%. Il n'est pas possible d'en ouvrir pour les enfants, mais un ménage peut avoir deux comptes de livret d'épargne Populaire. Ce livret d'épargne est proposé par toutes les banques en France (Société Générale: 2013).

Le livret jeune est destiné aux jeunes âgés de 12 à 25 ans qui se domicilient en France. Le plafond de ce livret est de 1600 € et la rémunération est de 3%. C'est la seule épargne qui permet des retraits sans frais à n'importe quel moment (Société Générale: 2013).

En observant les chiffres des rémunérations des épargnes réglementées ci-dessus, on remarque que les montants épargnés peuvent croître de 1,75% jusqu'à 3%. Dans la partie 1.1 nous avons appris que l'État et les banques coopèrent. L'intérêt de l'État est d'attirer plus de gens qui placeraient leurs épargnes sur un livret réglementé pour que le bien-être des domiciliés et l'offre de services publics soient assurés. En analysant les données de livret A, la seule caractéristique défavorable pour les épargnants est une rémunération plutôt basse. Mais il y a plusieurs raisons pour lesquelles Livret A est le placement préféré des Français : un risque faible, la sécurité des comptes et comme

toutes les banques commerciales le fournissent, le livret A est facile à ouvrir. La multitude d'établissements bancaires facilite l'accès au livret A. Il est important d'assurer l'accès aisé à un compte parce que les individus, selon la théorie économique, préfèrent le confort. Le confort est le paramètre qui détermine le nombre des épargnants et donc les rémunérations ont moins d'importance. D'après la théorie économique classique, l'augmentation ou la baisse de rémunération induit le changement des montants mis en réserve. Quand les rémunérations sont en hausse, les sommes épargnées sont plus grandes et permettent au domaine social de recevoir une plus grande proportion de financement. En France, toutes les rémunérations diminuent depuis 2011. Par exemple en 2011 la rémunération de livret A était de 2,25% et la rémunération établie en 2013 était de 1,75%. En raison de ce changement, les épargnants mettent plus d'argent sur les comptes d'épargne réglementés pour que la baisse du taux n'influence pas la valeur totale du profit. C'est la seule option qui assurerait le même revenu qu'avant. La baisse de taux est en faveur de l'État. La baisse du taux permet à la banque de payer moins pour la même somme épargnée et comme les épargnants placent plus d'argent sur les comptes, les ressources des banques augmentent. Grâce à ce système, les fonds grandissent et également le financement du logement social. La collecte de fonds accélère la croissance économique parce qu'elle permet à l'État de payer sa dette publique, de couvrir le déficit du budget ou d'investir dans les entreprises. Sans paiements supplémentaires, après une baisse de rémunération, l'épargnant gagnera moins que prévu.

L'épargne non réglementée est un service fourni par toutes les banques en France. La rémunération et le plafond des épargnes non réglementées sont déterminés par les banques, pas par l'État (Denis Lapalus : 2013). C'est pourquoi les rémunérations et les plafonds de ces livrets diffèrent selon la banque. Donc la variation des épargnés non réglementés est plus grande. Les épargnes non réglementées sont aussi appelées les super livrets parce qu'ils ont un risque plus élevé, mais en même temps la somme sur le compte grandit plus rapidement. En comparaison avec le livret A, on peut remarquer que le plafond d'une épargne non réglementée est plus grand. Le plafond générique d'un compte non réglementé est de trois millions d'euros, mais il y a aussi des comptes dont le plafond est illimité. Par exemple l'épargne non réglementée fourni par le

Monabanq n'a pas de limite de plafond. On a vu précédemment que les épargnes réglementées ne sont pas fiscalisées. Au contraire, les épargnes non réglementées sont fiscalisées. Le bénéfice net de l'épargnant dépend de l'impôt qu'il doit payer sur ses revenus. Si l'épargnant ne doit pas payer d'impôt sur les revenus, sa rémunération est calculée comme suit : les cotisations sociales (15,5%) seraient soustraites du taux brut de l'épargne (par exemple 5%). En ce cas, la rémunération nette, il serait de 4,225% pour un épargnant qui a choisi un super livret dont le taux brut est de 5%. L'épargnant qui paye l'impôt sur les revenus par exemple de 30%, doit ajouter le pourcentage d'impôt sur les revenus (30%) aux cotisations sociales (15,5%) ce qui fait un total de 45,5%. Ce pourcentage doit être soustrait du taux de la rémunération brut (par exemple 5%). Cela veut dire que l'épargnant qui place son argent sur un super livret avec un taux d'intérêt brut de 5% et en même temps imposé à un taux d'impôt sur les revenus de 30%, aura une rémunération de 2,725% ( $5\% - 45,5\% = 2,725\%$ ). (Anne Bance: 2013).

Nous avons vu que les super livrets sont fiscalisés. L'épargnant qui doit payer un impôt sur les revenus de 41%, paye 56,5% de l'intérêt brut de son super livret à l'État. On peut voir l'emploi des ressources collectées via les super livrets sur le schéma 1. Quand l'épargnant place une somme sur le livret, il gagne la rémunération, mais perd plus de la moitié de cette somme en faveur de l'État. Les cotisations sociales et les taux de l'impôt sur les revenus sont établis pour que l'État Français puisse augmenter ses ressources. Pour un État, les impôts sont la meilleure façon à travers laquelle financer ses dépenses publiques et constituent également un moyen de régulation de l'activité économique.<sup>4</sup> On peut constater qu'en France les cotisations sociales collectées permettent à l'État de couvrir les dépenses sociales. Mais dans la situation actuelle, il serait raisonnable employer au moins une partie de ces ressources pour effacer la dette publique. Ce comportement aidera à résoudre le problème d'une grosse dette publique. La dette publique représente 89,1% du PIB de la France. Les autres emplois de l'impôt sur les revenus sont : les financements de l'éducation, de la recherche et des entreprises (15%) et les dépenses administratives de l'État (12%), ainsi que les retraites. Il y a donc la possibilité de restructuration financière qui permettra de mobiliser plus de ressources

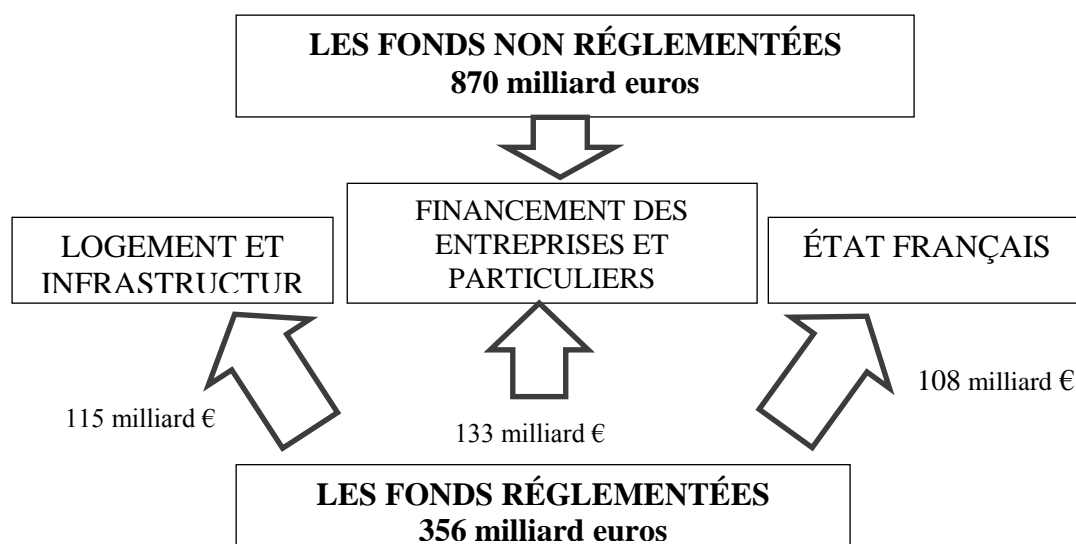
---

<sup>4</sup> <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/finances-publiques/ressources-depenses-etat/ressources/qu-est-ce-qu-impot.html>

pour diminuer le déficit du budget. Le déficit budgétaire de la France était -4,8% du PIB en 2012. Selon les critères de Maastricht, il doit être de -3% du PIB.

Après avoir comparé les rémunérations des épargnes réglementées et celles des super livrets, on peut marquer que les rémunérations des épargnes réglementées sont plus basses que celles des super livrets. C'est à cause des intérêts particuliers et de la tolérance différente au risque. Les épargnants qui ont une faible tolérance aux risques, choisissent d'épargner à long terme sur les comptes réglementés dont les taux d'intérêt sont plutôt bas. Au contraire, les gens qui placent leurs ressources sur les comptes de super livret tolèrent bien les risques et veulent augmenter leurs ressources plus rapidement. Pour la banque, les super livrets sont plus rentables parce que les plafonds sont plus hauts et, grâce aux sommes dont la croissance est rapide, elle peut émettre des emprunts à un taux d'intérêt plus élevé.

La différence entre les épargnes réglementées et les super livrets est évidente par rapport au plafond et aux taux d'intérêt. Ces livrets peuvent aussi être distingués sur la base de l'emploi des ressources (le schéma 1).



Le schéma 1. L'emploi des fonds réglementés et non réglementés

Source : *Le Figaro*. Composé par l'auteur

En 2012, il y avait une somme totale d'épargne de 870 milliards d'euros dans les fonds non réglementés qu'on a utilisé uniquement pour financer des entreprises. Le chiffre correspondant dans les fonds réglementés était 356 milliards d'euros. La division des ressources des fonds réglementés était la suivante : 115 milliards euros (32,3%) pour les logements et l'infrastructure, 133 milliards d'euros (30,3%) pour le financement des entreprises et particuliers et 108 milliards d'euros (37,3%) pour le budget de l'État.



## **2. LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES MÉNAGES**

### **2.1. Les différences d'épargne selon le type de ménage**

Les ménages ont besoin d'un revenu pour épargner. Placer de l'argent sur un compte d'épargne est possible si les revenus sont plus grands que les dépenses de la consommation. D'après Keynes, la partie de revenu épargnée augmente autant que le revenu lui-même. Les ménages qui ont un revenu faible, mettent en réserve seulement une petite proportion de leur revenu. Mais il y a beaucoup des ménages qui dépensent tout ce qu'ils gagnent et ne peuvent donc pas épargner.

Pour analyser l'impact de la réforme de l'épargne réglementée de 2012, on observe les revenus et la structure des ménages, ainsi que l'âge des personnes qui le forment. Ces trois indicateurs ont été étudiées par Martin Browning et Annamaria Lusardi en 1996 (Browning, Lusardi : 1996). Leur recherche porte sur les théories et les faits microéconomiques concernant le comportement d'épargne des ménages. Cette recherche montre que les ménages formés par les individus mariés ou partageant le logement, les ménages de plusieurs personnes âgées de 20-59 et les ménages dont le revenu est haut, épargnent le plus. Par la suite, on analyse ces indicateurs en 2010 en France parce qu'il n'y a aucun indicateur plus récent.

Il y avait 25 549 200 ménages en 2010 en France. Selon les données statistiques de l'INSEE, environ 5,4% des ménages gagnent moins que 1000 euros par mois. 58,6% des ménages ont un revenu de 1000-2000 euros par mois. 21,7% des ménages gagnent 2000-3000 euros par mois. 6,6% des ménages ont un revenu de 3000-4000 euros et seulement 7,7% des ménages gagnent plus que 4000 euros par mois. En 2010, il y avait

beaucoup des ménages sans compte d'épargne. Il y avait plus de ménages qui épargnaient des sommes modérées que de ménages qui épargnaient plus de 4000 euros. On peut remarquer que la pauvreté en France augmente depuis l'année 2000 (Observatoire des inégalités : 2013) et en même temps, ce sont les gros salaires qui progressent quatre fois plus rapidement (INSEE : 2010)<sup>5</sup>. Ces données montrent qu'on ne peut pas garantir l'égalité dans la société, mais qu'elle doit être renforcée par l'État. Un autre indicateur de l'inégalité est le fait qu'il y a seulement 8,5% des comptes de livret A contenant plus de 15 300 d'euros. De la façon dont les revenus sont divisés dans la société, on peut dire que la capacité d'épargne des ménages ne s'améliorera pas.

En 2010, il y avait plus de ménages formés par un couple avec enfants que de ménages d'une seule personne. Il y avait 14, 594 millions de ménages d'un couple sans ou avec enfants, ce qui représente presque deux fois plus que le chiffre des ménages composés d'une seule personne qui était de 7, 704 millions. Les ménages en couples avec enfants épargnent plus que les ménages d'une seule personne parce qu'ils ont une tolérance faible au risque. Dans les ménages d'une personne, leurs décisions n'influencent personne d'autre, ils ont donc une tolérance élevée aux risques. C'est pourquoi la plupart des revenus de ce type de ménage est consommé. Pour les ménages d'un couple avec enfants, il est plus important d'assurer le bien-être de chaque membre à long terme (Browning, Lusardi 1996). Quand il y a plus de ménages qui épargnent et que l'on se base sur leurs comportements, on peut supposer que la réforme de l'épargne réglementée est positive.

Epargner varie selon l'âge de l'épargnant. Les personnes en âge de travail épargnent plus que les jeunes et les personnes de plus de 60 ans épargnent moins que les personnes en âge de travail. Après avoir observé la structure de la population, on voit qu'il y a plus de personnes de 20-59 ans (52,9% de la population), puis de 0-20 ans (24,2 % de la population), de 60-75 ans (22,9 % de la population) et enfin les plus âgés 75 ans (8,9% de la population). On peut remarquer que le groupe des personnes de 30-60 ans et le groupe des 10-30 ans a augmenté entre 2001 et 2010 (STATEC 2011). De plus, selon l'INSEE la France a un fort taux de natalité (12,7 % sur cette période). C'est

---

<sup>5</sup> <http://www.inegalites.fr/spip.php?article632>

pourquoi la France est la première dans l'Union Européenne par cet indicateur. On peut dire que la structure de la population est positive en vue des banques et de l'État parce que la majorité de la population est en âge où les gens épargnent beaucoup. Les personnes qui ont entre 10 et 30 sont à l'âge où les gens épargnent le plus.

Il est aussi important d'observer selon les groupes d'âge les placements effectués sur le livret A. On a pris l'année 2011 pour l'observation. Il y avait ~ 17 millions de comptes dans le groupe d'âge de 25-45 et de 45-65. Il y avait ~11 millions des comptes dans le groupe de moins de 18 ans. Dans le groupe des plus âgés que 65 ans, il y avait ~12 millions de comptes. Beaucoup moins de comptes ~5 millions étaient dans le groupe d'âge des 18-25 (La Banque de France : 2012). Après avoir analysé la structure de la population en France et les différents groupes d'âge qui placent de l'argent sur les comptes de livret A, on peut dire qu'en 2010 et 2011 les ressources sur les épargnes pour financier le domaine social sont suffisantes. Selon la pyramide de la population<sup>6</sup> les ressources sont assurées aussi pour le futur, parce que la population s'est accrue et après quelques années, il y aura encore plus de jeunes en âge d'épargner.

Dans l'analyse ci-dessus, on a appris que les théories et faits microéconomiques de l'épargne du comportement des ménages et la réalité vue par les statistiques influencent la réussite de la réforme de l'épargne réglementée. Deux types observés ont une influence positive sur la réforme de l'épargne réglementée. Les deux types sont la structure des ménages et la structure de la population. La division des revenus dans la société ne soutient pas la réussite de la réforme de l'épargne réglementée. En conclusion de cette analyse, on peut dire qu'il est possible d'assurer une base de ressources pour la croissance économique. Dans le futur, il y aura assez de personnes qui seront potentiellement épargnants. De plus, la moitié des ménages ont théoriquement un comportement ouvert pour épargner beaucoup.

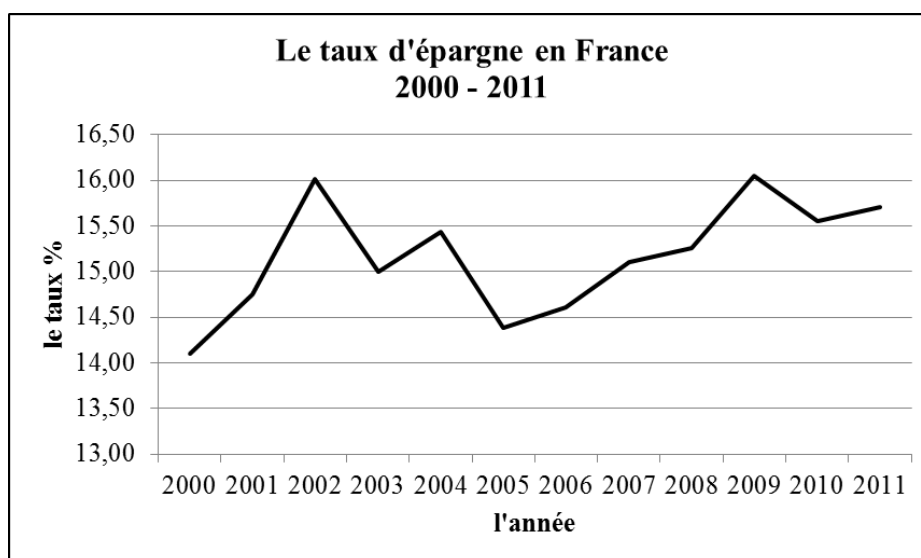
---

<sup>6</sup> <http://populationpyramid.net/France/2010/>

## 2.2. Les facteurs qu'influence le comportement des ménages

Depuis l'année 2005, le taux de l'épargne a augmenté sans diminution remarquable. Il y a eu deux grandes diminutions du taux de l'épargne avant 2005. D'après Eurostat, les épargnes des ménages en France ont été de 15,71% de leurs revenus en 2011. Pendant cette période se situe aussi la récession en 2007 (voir l'image 1).

L'image 1. Le taux de l'épargne en France 2000-2011



Source : Eurostat. Composé par l'auteur

Le taux de l'épargne est influencé par la structure de l'âge dans la société, par la structure des ménages, par la division de revenu, par le PIB, par l'accumulation de capitaux et par l'accumulation du capital en Bourse (Carroll, Weil : 1994). Dans le chapitre suivant, on analyse la structure de l'âge dans la société, les revenus et le PIB pour expliquer les changements de taux de l'épargne.

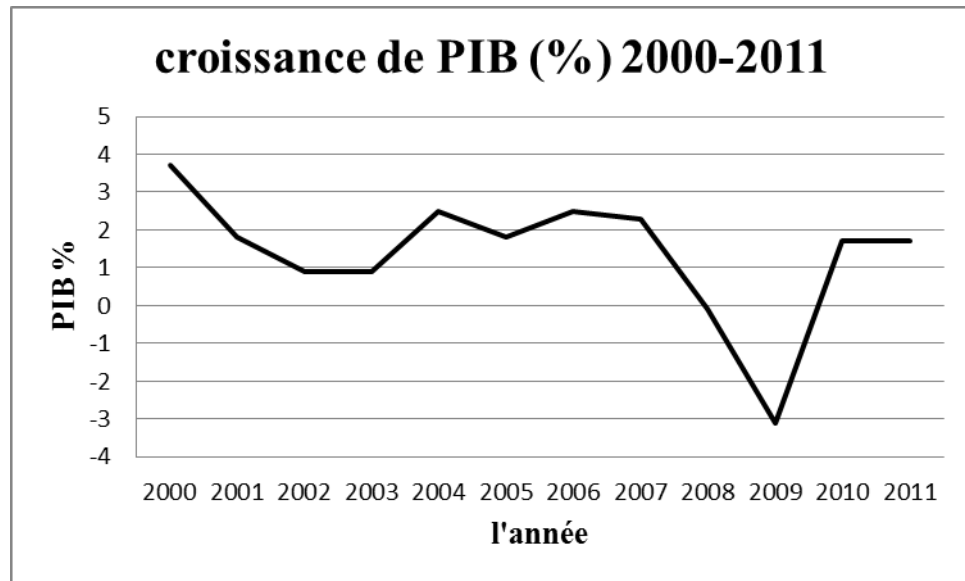
L'analyse de la structure de l'âge dans la société et la comparaison avec le taux de l'épargne est reprise sur l'image 1. On compare la structure de la population en France entre l'année 2000 et 2011. On remarque que la population en France a augmenté 9,2%, mais en même temps, elle a vieilli. Dans le chapitre précédent, on a vu que les gens qui travaillent épargnent le plus et que ce groupe est le plus important de la société. A cause de l'augmentation de la population et de l'augmentation de l'âge de la retraite, le chiffre

des gens qui travaillent croît. Le revenu des gens qui travaillent est plus haut que ceux des autres groupes de la population. D'après la théorie du cercle de la vie de Modigliani (Modigliani : 1963), les jeunes qui travaillent ont un revenu plus bas que celui des gens plus âgés et les retraités gagnent encore moins. D'après Modigliani, il est raisonnable d'emprunter pour les jeunes parce qu'ils peuvent payer les sommes avec les intérêts quand ils seront encore travailleurs et plus vieux et gagneront plus. Dans ce cas, emprunter peut stabiliser la consommation d'une personne. Vu le taux de l'épargne en France, il est possible de rembourser les prêts. De plus, on peut supposer qu'après avoir remboursé les prêts, il reste encore des ressources pour épargner. D'après l'image 1, on voit que le taux de l'épargne a augmenté sans arrêt.

Après analyse de l'image 1, la division du revenu et la comparaison avec le taux de l'épargne, on voit qu'entre 2000 et 2011, le revenu moyen a augmenté 42,6%. C'est un indicateur positif pour l'épargne. On a vu dans la première partie que d'après la théorie de Keynes, les gens avec un revenu plus grand vont épargner plus, en supposant que la consommation ne change pas. Mais il y a aussi une explication macroéconomique qui vient de la fonction de la demande, l'effet de revenu. L'effet de revenu est la situation où la demande des biens et services plus chers que les gens n'étaient pas capables d'acheter avant, augmente grâce aux revenus plus grands. Selon cette théorie, le ménage n'a pas plus de ressources après consommation qu'il peut placer sur un compte d'épargne. Rappelant l'analyse de la division des revenus dans le chapitre 2.1. on voit que la majorité de la population ne gagne pas un revenu élevé. Donc cette majorité va consommer plus si le revenu augmente. Comme ils consommeront plus, ils ne vont ni épargner ni économiser plus.

D'après l'analyse de la croissance du PIB de 2000-2011 et la comparaison avec le taux de l'épargne sur l'image 1, on constate que depuis l'année 2000 le PIB de France a diminué constamment jusqu'à l'année 2011. On voit qu'il y a une forte diminution entre 2007 et 2009. Cette diminution est causée par la récession mondiale. Ce n'est donc pas, seulement en France, un changement exceptionnel. Sur l'image 2, on voit le changement de PIB entre 2000 et 2011.

L'image 2. La croissance de PIB en 2000-2011



Source : La Banque Mondiale. Composé par l'auteur

La première différence entre la croissance du PIB et le taux de l'épargne entre 2000 – 2011 est que le PIB diminue en même temps que le taux de l'épargne augmente. C'est contradictoire en fonction de toute ce qui précède. Mais on peut l'expliquer avec la recherche de D.Carroll et N.Weil en 1994 qui analyse l'influence de l'épargne sur l'économie. La croissance ou la diminution de PIB amène la croissance ou la diminution de l'épargne. Par contre, la croissance ou la diminution de l'épargne ne signifie pas l'augmentation ou la diminution du PIB (D.Carroll, N.Weil; 1994). Pour s'en rendre compte, on observe l'image 1 et l'image 2. On remarque sur l'image 2 que le PIB diminue, en 2000 (PIB 3,7%), de 0,9% en 2002 et reste bas jusqu'à 2003 (0,3%). Le taux de l'épargne est bas en 2000 (14,10%) et augmente jusqu'à 16,1% en 2002. On peut dire qu'un haut taux d'épargne en 2002 et 2003 est le résultat du taux élevé de PIB avant 2001. Une autre explication d'un haut taux de l'épargne et un bas taux de PIB dans le même temps est le comportement des populations pendant des situations économiquement difficiles. Le haut taux de l'épargne est la cause d'une mauvaise situation économique. Une économie en récession amène les gens à épargner plus pour assurer le bien-être dans le futur.

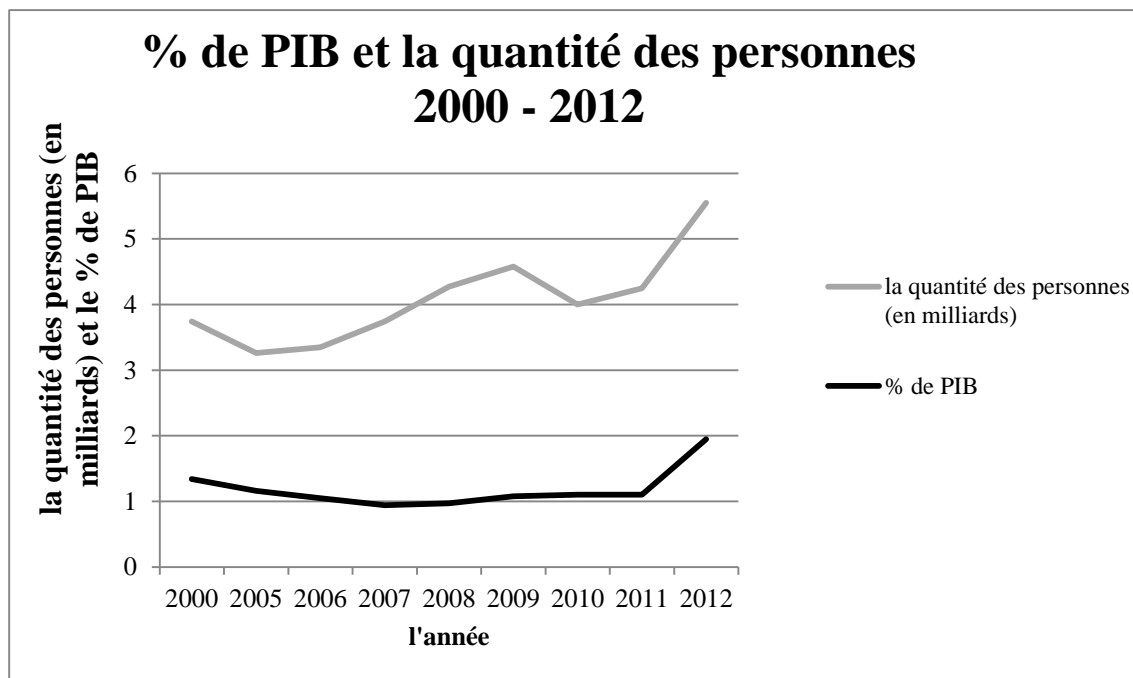
### **3. L'EFFICACITÉ DES ÉPARGNES RÉGLEMENTÉES POUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE FRANCE**

#### **3.1. Le contenu et le résultat de la réforme de l'épargne réglementée en 2009**

La dernière réforme des épargnes réglementées a eu lieu en 2009. Sur l'image 3, on voit le % de PIB avec lequel l'État finance les logements sociaux et la quantité des personnes qui ont besoin d'un logement social entre les années 2000 et 2012. L'objet de la réforme de l'épargne réglementée en 2009 était d'élargir l'offre de livret A à toutes les banques commerciales en France, de créer le système centralisé pour les fonds réglementés et d'améliorer le système des fonds non réglementés. Le besoin d'élargir l'offre de livret A vient de la loi (votée en 2007) d'après laquelle l'État est responsable d'assurer la fonction des logements sociaux. Depuis l'année 2005, la quantité des personnes qui ont besoin d'un logement social a augmenté constamment. Comme l'État est responsable du service pour les personnes qui ont besoin d'aide, il a utilisé les ressources collectées via le livret A.

L'image 3 nous montre qu'entre 2000 et 2009, la quantité de personnes qui ont besoin d'un logement social a augmenté de 66,7%. En même temps, le financement par l'État diminue constamment. Depuis 2009, le financement par l'État a augmenté et en 2012 le financement est le plus élevé depuis 2000.

L'image 3. % de PIB pour financer des logements sociaux et quantité de personnes qui ont besoin d'un logement 2000-2012.



Source: la quantité des personnes – L'Économiste, % de PIB – ANAH

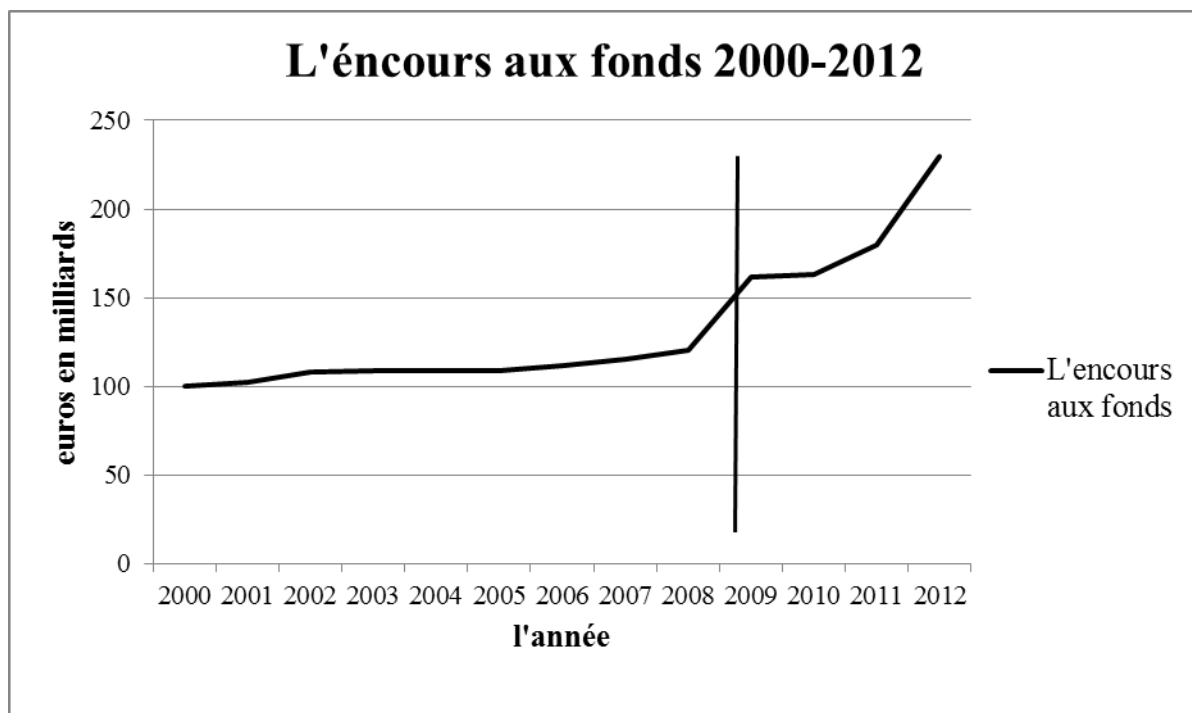
Composé par l'auteur

Avant l'année 2009, il était possible d'ouvrir un compte de livret A uniquement à la Caisse d'épargne, à la Banque Postale et au Crédit Mutuel. L'idée d'élargir l'offre de livret A à toutes les banques est devenue actuelle, d'un côté pour assurer une offre élargie de livret A et d'un autre côté pour rendre possible aux épargnants d'avoir un livret A dans toutes les banques. Le libre-échange entre les banques arrive si l'épargnant peut ouvrir un compte dans toutes les banques. Le libre-échange assure les opportunités égales pour toutes les banques au niveau de la concurrence. Après avoir assuré la concurrence, en 2008, il était aussi important d'augmenter des ressources pour financer la politique de la ville et les logements sociaux. C'est raisonnable d'élargir l'offre de livret A à toutes les banques parce que cela permet d'élargir les fonds collectés avec le livret A. Cela provient du fait que 65% des collectes de livret A vont aux fonds de logement social. Les ressources des épargnes placées aux fonds grandissent et les épargnants placent plus d'argent sur un compte (parce que cela ne rapporte plus) si



toutes les banques peuvent offrir une épargne avec une rémunération basse. L'influence de la réforme sur l'augmentation des ressources des fonds est montrée sur l'image 4.

L'image 4. Encours aux fonds en 2000-2012



Source : OECD. Composé par l'auteur

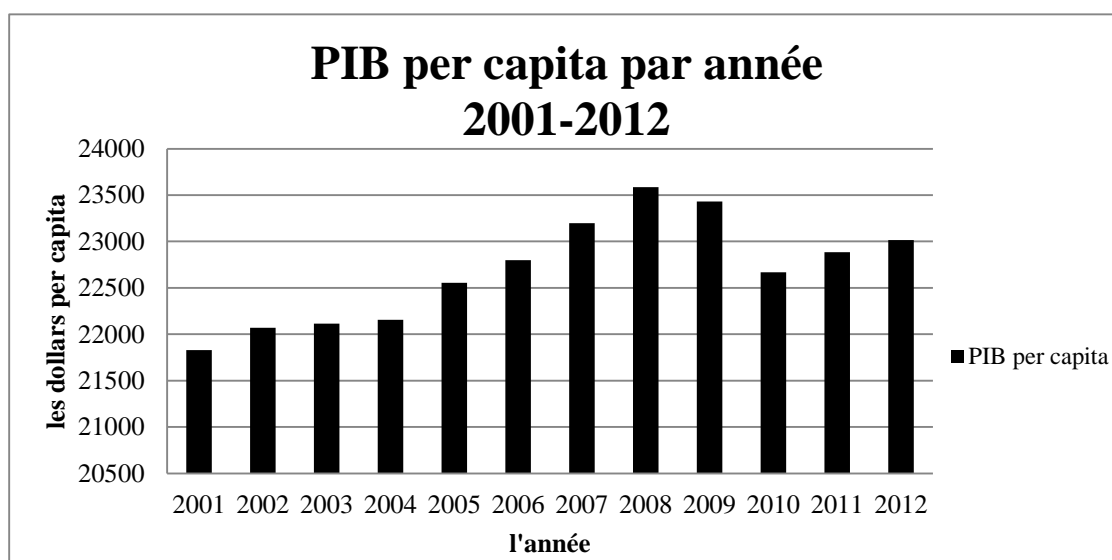
L'image 4 nous montre comment la réforme des épargnes réglementées qui a élargi l'offre de livret A aux toutes les banques commerciales en France, a influencé la grandeur des fonds. En 2008, avant la réforme, la somme des ressources placées sur les fonds est de 150 milliards d'euros. En 2009, après la réforme les ressources des fonds sont de 185,5 milliards d'euros, en fin de 2011, elles sont de 214 milliards d'euros et en fin 2012 elles sont de 225 milliards d'euros. On peut dire qu'après l'augmentation de 19,13% des encours des fonds, que la réforme d'élargir l'offre de livret A à toutes les banques en France, est réussie et répond aux attentes.

Il est remarquable qu'avec la réforme en 2009, le changement aux encours de fonds a changé très rapidement. On voit aussi le changement avec les encours en 2008 avant la réforme des épargnes, mais cela n'est pas aussi vertical qu'en 2009. Dans le premier

semestre de 2009, le changement était clair. Les fonds ont augmenté avec 22,5 milliards d'euros, c'est 14,8% de plus qu'en 2008 (150 milliards d'euros). En fin d'année 2012, les fonds ont augmenté de 82,4% comparé à l'année 2009. Ce changement a eu lieu en trois ans. On peut dire que l'élargissement de livret A à toutes les banques a une influence à long terme parce qu'on peut voir l'influence jusqu'à maintenant.

Malgré une grande augmentation au premier semestre de 2009, on ne peut pas remarquer l'influence sur les logements sociaux avant 2010. Le changement en 2009 vient de l'augmentation du PIB *per capita*. Par la suite, on compare les données de l'image sur l'augmentation de financement des logements sociaux de PIB (voir l'image 3) et de PIB *per capita* (voir l'image 5).

L'image 5. PIB *per capita* par année de 2001 à 2012



Source : Trading economics. Composé par l'auteur

Dans la comparaison, on apprend que malgré la diminution de PIB *per capita* en 2009 (0,64% plus bas qu'en 2008), on voit l'augmentation des fonds (l'image 4) et de financement des logements sociaux (l'image 3). On peut décrire l'influence de la réforme de l'épargne réglementée sur le financement des logements sociaux par le financement d'État aux logements sociaux, changement d'encours de fonds et le changement de PIB *per capita*. Le financement des logements sociaux a augmenté malgré de diminution de PIB *per capita*. Cela provient du comportement des ménages

pendant la situation économiquement grave, décrite dans la partie 2. L'épargnant va épargner plus s'il est incertain du futur pour assurer le bien-être dans le futur. En même temps, élargir l'offre de livret A rend possible l'ouverture d'un compte de livret A dans toutes les banques. L'épargnant ne doit donc pas changer de banque pour ouvrir un compte de ce livret intéressant.

### **3.2. La dernière réforme de l'épargne réglementée et les résultats attendus**

En 2012, l'un des engagements de la campagne présidentielle de François Hollande était de garantir une augmentation de 50% du plafond des épargnes réglementées (le livret A et le LDD). En 2012, le plafond du livret A était de 15 300 euros et ce du LDD était de 6000 euros. Une première augmentation de 25 % des plafonds du livret A et du LDD a eu lieu en octobre 2012. Aujourd'hui, après la seconde augmentation des plafonds du livret A et du LDD qui a pris place au début de l'année 2013, le plafond de livret A est de 22 950 euros et ce du LDD de 12 000 euros. L'objet de la réforme de l'épargne réglementée de 2012 est d'optimiser l'emploi des fonds d'épargne réglementée pour accélérer la croissance économique (Rapport sur la réforme de l'épargne réglementée 2012).

La fondation d'Abbé Pierre attire l'attention sur le fait qu'en 2010 il y avait 10 millions de personnes qui ont eu des problèmes avec leur logement : ils étaient sans logement ou leur logement était dans un mauvais état (France info : 2013). Selon le président François Hollande, il manque des logements en France et que tout le monde devrait avoir le droit et la possibilité d'avoir accès à un logement adéquat (Logement : Hollande veut doubler le plafond du livret A ; 2012). Le lien entre la construction des logements et la croissance économique est expliqué par la suite. L'État finance la construction et la rénovation des logements sociaux. Pour la faire, l'État utilise des fonds réglementés dont le plus grande partie provient du livret A. En 2012, le plafond de livret A était de 15 300 euros et la somme totale dans les fonds était donc 115 milliards d'euros. Les fonds du livret A ont permis construire 420 000 nouveaux logements dont 120 000

étaient sociaux. L'objet de l'État n'est pas réaliser du profit par la construction des nouveaux logements. Il est dans l'intérêt public que tous les gens aient un logement. Grace à l'accroissement du livret A, le président Français planifie de construire 500 000 nouveaux logements et 150 000 logements sociaux chaque année (François Hollande assure qu'il respectera ses engagements pour lutter contre le mal-logement; 2013). Quand le livret A augmente, 40% plus des logements et 20% plus des logements sociaux sera construits. On a besoin plus de ressources pour accomplir ces changements prévus. Seulement 8,5% des comptes de livret A ont un potentiel à augmenter. La plupart de comptes de livrets A sont moins que 150 euros et c'est la raison pour laquelle les fonds du livret A ne sont pas suffisants pour construire les logements selon l'objectif établi. Il est donc important d'employer plusieurs ressources : par exemple les autres fonds ou le collecte d'impôts.

Pourtant, l'efficace de la réforme réside plutôt dans la popularité de livret A. Grâce à la popularité de livret A et à une influence positive de la réforme de 2009, l'encours du livret A a augmenté remarquablement. Compte tenu de l'augmentation des fonds jusqu'ici, Pierre Duquesne conclut dans son *Rapport sur la réforme de l'épargne réglementée* en 2012, qu'après deux ans les fonds réglementés pourront contenir 50 milliards d'euros, le chiffre aujourd'hui est 30 milliard d'euros.

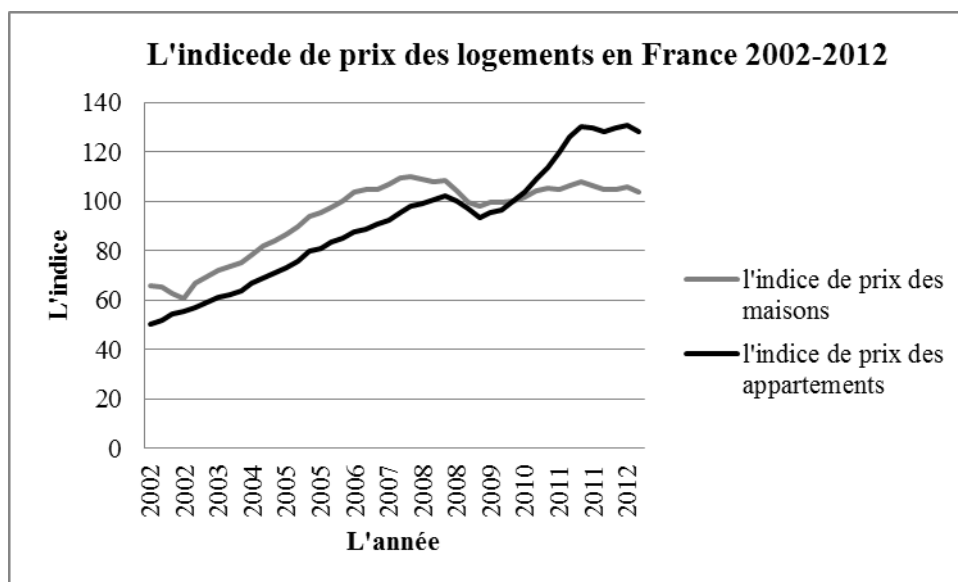
La but principale de la réforme de 2012 est le même que ce de la réforme de 2009 – améliorer la capacité de construire des logements. L'image 3 nous montre qu'après la réforme de 2009, le nombre de personnes qui avaient besoin de logement social avait diminué. On peut voir que ce chiffre augmente entre 2010 et 2012. L'image 5 montre que pendant cette période, le PIB *per capita* diminuait. L'indice<sup>7</sup> des logements en France (l'image 6) augmentait constamment depuis la fin de la crise immobilière de 2008. La crise d'immobilière était le résultat des emprunts au logement que les ménages n'étaient pas capables à rembourser. La diminution de l'indice de prix des logements

---

<sup>7</sup> Les indices des prix des logements anciens (labellisés Notaires-Insee) visent à enrichir l'information statistique sur le marché du logement en France. Les indices sont calculés à partir de prix de transactions net vendeur (hors droits de mutation, frais de notaire, frais d'agence). La méthodologie d'élaboration de ces indices repose sur des modèles hédoniques expliquant le prix d'un logement en fonction de ses caractéristiques. A l'aide de ces modèles, on estime la valeur d'un parc de logements de référence aux prix de la période courante. Un indice est défini comme le rapport entre la valeur courante de ce parc et sa valeur à la période de base (Base = 100 au 4ème trimestre 2000) (INSEE : 2013).

entraîne une demande immobilière plus forte qui amène les gens à emprunter. Les prix commençaient à augmenter à cause des emprunteurs faibles. Par exemple le prix des appartements a grandi 40 points, c'est 30% entre les années 2009 et 2012.

L'image 6. Indice des logements en France 2002-2012



Source : L'INSEE. Composé par l'auteur

Après avoir observé la réforme de l'épargne réglementée de 2009 et ce de 2012, on voit que la seule similarité de ces réformes est le but d'améliorer le financement des logements sociaux. En 2009, le changement était efficace parce qu'il entraînait l'augmentation de l'offre de livret A aux toutes les banques commerciales et donc plus des individus ouvraient un compte de livret A. Cette réforme a eu une influence positive sur les banques, sur l'État et sur les épargnants. En plus, les résultats étaient visibles déjà au cours du premier semestre. On a raison de supposer que le résultat de la réforme de 2012 sera moins importante que celui de la réforme de 2009. Plus de 60 millions personnes ont un compte de livret A, mais la réforme touche ne que 8,5 % de ces personnes. Ce sont seulement les gens qui peuvent épargner plus de 15 300 d'euros.

Nous allons va analyser les bénéfices potentiels de la nouvelle réforme au niveau des banques, de l'État et des épargnants. La réforme de l'épargne réglementée a plusieurs aspects positifs et négatifs. En observant le bénéfice pour les individus qui ont besoin

d'un logement social, nous pouvons dire qu'ils gagnent beaucoup. Pour eux, cette réforme permet d'avoir un logement ou améliorer la qualité du logement. Dans un autre côté, il est évident que le processus de construction prend du temps et pour cette raison, ils doivent attendre plus longtemps pour bénéficier de la réforme. On a vu au-dessus que l'augmentation de construction et de réparation de logements a commencé une année après l'augmentation de l'encours des fonds de l'épargne réglementée. En même temps, l'État, les banques et les épargnants n'atteignent pas de niveau de rémunération attendu.

Cette réforme permet aux épargnants de mettre plus d'argent sur le compte d'épargne, c'est-à-dire qu'ils ont plus d'assurance. Avant, le plafond maximal était 15 300 d'euros, maintenant c'est de 22 950 d'euros. La problématique est exposée par le fait que la majorité de gens n'est pas capable d'épargner plus de 15 300 d'euros. Seulement 8,5% des comptes de livret A peuvent devenir plus grands que 15 300 d'euros. Les épargnants gagnent la rémunération de ses comptes d'épargne. Le taux d'intérêt que l'épargnant gagne est de 1,75% de la somme placée, mais il faut aussi prendre en compte l'inflation qui en janvier 2012, se situait à 1%. Le taux d'inflation diminue depuis novembre 2012 (en 2012 l'inflation était 2,5%). Le bénéfice de l'épargnant est calculé en se basant sur la hauteur de la somme placée et modifié par l'inflation. Le taux d'épargne et aussi le taux d'inflation ont diminué, donc la situation n'est pas favorable pour l'épargnant. L'épargnant gagne moins sur son placement qu'il a gagné jusqu'ici.

En théorie, l'intérêt d'État est d'assurer que l'écart entre riches et pauvres ne serait pas très important. Actuellement, les inégalités en France sont en train d'augmenter. On peut constater que l'objet de cette réforme est de diminuer l'inégalité dans la société. Pour l'État, elle s'agit plutôt d'améliorer le bien-être social, pas du bénéfice matériel. L'État doit garantir l'offre de service public pour que le bien-être social soit plus grand. Le bien-être social ne signifie ni la richesse ni la croissance économique élevée. Il n'est pas possible d'entraîner la croissance économique par des mesures sociologiques. Le fait qu'il y a seulement 8,5 % des comptes du Livret A qui ont un propriétaire dont le revenu permet d'y placer plus que 15 300 d'euros, n'est pas suffisant pour effectuer les changements prévues (40% plus de logements et 20% plus de logements sociaux).

Au niveau des banques, c'est une réforme minimaliste pour cette même raison que seulement 8,5% des épargnants de livret A sont capables d'y placer plus que 15 300 euros. Cela veut dire que c'est une augmentation de ressources peu importante. Le principe de répartition ne change pas: 35% des ressources placées sur les épargnes réglementées garde la banque et 65% de ressources vont à la Caisse des dépôts. La majorité d'épargne est donc réservée pour financer la construction de logements sociaux. Pour réaliser du profit, la banque prêter aux entreprises qui construisent ces logements et qui manque de ressources. C'est la façon plus probable pour la banque à bénéficier de cette réforme.

L'augmentation du plafond du livret A ne contribue pas à la croissance du PIB parce que l'utilisation du livret A est influencé par les indicateurs différents. On avait analysé l'indices du PIB est dans le deuxième chapitre. On voit que le PIB de la France a une tendance à la baisse (voir tableau 1).

Tableau 1. Le PIB de France en 2011 et pendant les trimestres en 2012.

Le PIB en 2011 et pendant les trimestres en 2012				
2011	2012 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T4
1,7	-0,1	-0,1	0,2	-0,3

Source : INSEE. Composé par l'auteur

Dans le chapitre 2.2. on a appris que le PIB influence le taux de l'épargne. Observant le tableau 1, nous pouvons voir que le niveau bas de PIB a diminué. En comparaison avec l'année précédente, la baisse du PIB était de -0,1% au premier trimestre 2012. Mais au quatrième trimestre, comparé avec le troisième trimestre de 2012, le changement était de -0,3%. En constatant que la diminution du PIB est possible, on peut également supposer que le taux d'épargne va diminuer. Le PIB n'est pas un indice positif du point de vue de la réforme de l'épargne réglementée. Nous avons vu qu'épargner est influencé par des facteurs différents. Il n'est pas raisonnable d'essayer de changer où améliorer l'économie à travers une réforme qui est basée sur quelques indicateurs avec une tendance à la baisse.

Les ressources collectées via le livret A sont utilisées pour construire et rénover les logements. Les logements et les logements sociaux sont les services d'intérêt public. Pour vraiment influencer l'économie on a besoin plus de moyens qu'on a maintenant : 8,5% des comptes de livret A, qu'est 5,1 millions des personnes et 7,7% de la population de France. Mais la réforme influence positivement des nouveaux emplois. Grâce à cela il y a aussi l'augmentation d'activité économique et plus de consommation. L'ancien ministre de l'économie, des finances et de l'industrie François Baroin croit que c'est important d'investir dans les entreprises et les particuliers. Il est également important de couvrir la dette nationale qu'on peut faire en canalisant plus de ressources à la Caisse de l'Épargne.



## CONCLUSION

L'objet du mémoire de fin d'études est de trouver les points forts et faibles de la réforme de l'épargne réglementée à la vue de la croissance économique.

La problématique de la recherche du mémoire de fin d'études est de savoir s'il est possible ou non d'assurer l'augmentation du PIB avec la réforme de l'épargne réglementée. Suite aux analyses et aux observations nous avons appris que ce n'est pas possible d'obtenir l'objectif de la réforme avec les épargnes réglementées grâce à la réforme de l'épargne réglementée. En même temps la réforme ne satisfait pas tous les objectifs de la réforme : réduire le déficit du budget de l'Etat et réduire la dette publique ainsi que construire plus de logements publics et de garantir leurs réparations. Nous avons appris pendant le travail qu'il y a des façons plus efficaces pour atteindre la croissance économique attendue que la réforme de l'épargne réglementée. Un exemple peut être l'augmentation des investissements aux entreprises et particuliers et de couvrir la dette nationale. Nous avons appris aussi que la réforme influence la croissance économique grâce à la création d'emplois. C'est aussi possible d'améliorer le bien-être des habitants par l'augmentation du financement de logements sociaux, de l'éducation, de l'infrastructure et de la politique de la Ville. Mais l'augmentation de financement n'est pas sûre parce que la réforme ne touche pas assez d'individus. Car les ressources des banques et les ressources des fonds sociaux n'augmentent pas en façon significative. Dans le travail a apparu que le changement du PIB influence le taux de l'épargne mais que l'inverse n'est pas vrai. Ce fait affirme le problème de la recherche posé. Le taux de l'épargne va diminuer dans le futur parce qu'aujourd'hui le PIB est à la baisse. Donc dans le futur il n'y aura pas d'augmentation du taux de l'épargne à cause de la diminution du PIB et c'est pourquoi la réforme ne portera pas ses fruits.

Pour atteindre l'objet du mémoire de fin d'études nous avons répondu aux questions de base de la recherche dans la deuxième et la troisième partie. En répondant aux questions de base dans la deuxième partie nous avons appris que le type le plus commun de ménage c'est un ménage avec un revenu du jusqu'à 2000 euros par mois (64% de tous les ménages), les personnes de ce ménage sont les couples mariés et avec les enfants et dont les personnes sont en âge de travail. Le comportement du type de ménage le plus commun et des autres types de ménages sont influencés par la structure de l'âge dans la société, de la structure des ménages et de la division du revenu. Le comportement du type de ménage le plus commun a une influence positive sur l'épargner en France. Nous voyons de distribution des revenus que de moins en moins de ménages gagnent plus que 4000 euros par mois. Le PIB de la France diminue en même temps que le taux d'épargne augmente. En même temps on a appris que le taux de l'épargne est influencé par le PIB et pas inverse. Nous sommes parvenus à ces conclusions par l'analyser les types des ménages en France en se basant sur la recherche de Martin Browning et de Maria Lusardi et sur l'INSEE (la statistique de la France).

Dans la troisième partie le suivant a été appris. L'offre du livret A a été élargi aux toutes les banques commerciales en France avec la réforme de l'épargne réglementée en 2009. Le système centralisé des fonds a été créé et le système non centralisée des fonds a été changé. En conséquence il y a été 82,4% plus des encours des fonds en 2012 qu'en 2008 qui ont ramassé avec le livret A. Malgré la vite croissance des fonds en première trimestre de 2009, nous pouvons voir l'influence sur les logements sociaux pas tôt qu'en année 2010. La réforme de l'épargne ne cause pas de la croissance économique, mais elle a les impacts positifs pour animer de l'économie. Les nouveaux emplois auront été créés si construire des logements sociaux va augmenter à cause de la réforme. La réforme n'a pas de dommage direct sur l'économie. Le PIB ne diminue pas à cause de la réforme. Il y a l'impact positif pour l'État français. Les ressources des fonds qui sont pour le domaine social, augmentent à cause de la réforme. Comme ça c'est possible de résoudre le problème du mal-logement en façon de construire plus des logements sociaux. L'inégalité entre les riches et les personnes défavorisées est une perte pour l'État. Ça vient du bénéfice pour les individus qui ont des grandes sommes sur ses

comptes de l'épargne et d'aucun bénéfice pour les individus avec les comptes de l'épargne avec des sommes pas grandes. L'impact positif pour les banques est l'augmentation des ressources de banque après l'augmentation des sommes sur les comptes des épargnes. Les épargnants gagnent de la réforme ce que c'est possible de placer des sommes plus grandes sur le compte de l'épargne réglementée. La perte pour les épargnants est ce qu'aujourd'hui l'épargnant gagne moins sur le placement qu'il a eu jusqu'à ici. Ce changement vient de la diminution de taux d'intérêt. Les résultats de ce chapitre ont été atteints par analyser les connexions présentées dans la première et dans le deuxième chapitre. Dans le premier chapitre les plus importants sont les connexions faites avec les théories économiques des Keynesiens et les classiques.

Ce mémoire de fin d'études peut être utilisé dans les recherches dans la future. La thèse peut être utilisée dans les sujets différents : les services des banques, le comportement économique des ménages et financement d'économie et de l'État. En temps de fin des analyses et les observations de cette thèse les conséquences de la réforme de l'épargne réglementée ne sont pas connus. Donc c'est possible de continuer de la recherche après quelques années pour analyser les conséquences avec la réforme de l'épargne réglementée en 2009.

## RÉSUMÉ

Prantsusmaa majanduse turgutamine reglementeeritud hoiuste abil.

Bakalaureusetöö keskendub 2012. aasta reglementeeritud hoiuste reformile Prantsusmaal. Töö eesmärgiks on välja selgitada reglementeeritud hoiuste reformi tugevad ja nõrgad küljed Prantsusmaa majanduse kasvu seisukohalt. Reformi tugevateks külgedeks on majanduse elavnemine läbi töökohtade juurde loomine, riigi ja pankade ressursside suurenemine, sotsiaalmajasid vajavate inimeste hulga vähenemine ning võimalus paigutada suuremad summad hoius A kontole. Reformi negatiivne külg on halval järjel olevate ja rikaste elanike vahelise ebavõrdsuse suurenemine.

Bakalaureusetöö uurimisprobleem on, et Prantsusmaa reglementeeritud hoiuste reformi näol ei ole võimalik tagada majanduskasvu. Töö käigus selgus, et reformiga ei ole võimalik majanduskasvu tagada. Samuti ei rahulda reform täielikult kõiki püstitatud eesmärke: vähendada eelarvedefitsiiti ning avaliku sektori võlga, ehitada rohkem riiklikke ehitisi ja elamuid ning tagada nende korrashoid.

Töö eesmärgini jõudmiseks ning uurimisprobleemide vastamiseks uuris autor pangahoiuste tähtsust majanduse arengus, tüüpilist Prantsusmaa hoiustajat, tema käitumist, ning 2009. aastal toimunud reglementeeritud hoiuste reformi.

## BIBLIOGRAPHIE

**Aghion, P. Comin, D. Howitt, P. Tecu, I.** 2009. When does domestic saving matter for economic growth. Harvard Business School

**Antonin, C.** 2009. Âge, revenu et comportements d'épargne des ménages. Paris School of Economics

**Arrondel, L. Masson, A.** 2010. French avers in an economic crises: what has changed. Paris. Paris School of Economics

**Arrondel, L. Masson, A.** 2011. L'épargnant dans un monde en crise. Ce qui a changé. Paris. Centre pour la recherche économique et ses applications

**Bigot, R.** 2010. Les difficultés de logement des classes moyennes et les besoins de mobilité résidentielle. Paris. CREDOC

**Browning, M. Lusardi, M.** 1996. Household saving: micro theories and micro facts: Journal of economic literature

**Camdessus, M.** 2007. Rapport de la mission sur la modernisation de la distribution du livret A et des circuits de financement du logement social. La Banque de France

**Carroll, C. D., Weil, D. N.** 1994. Saving and growth: a reinterpretation

**Cashell, W. B.** 2009. The fall and rise of household saving. Congressional Research Service

**Duquesne, P.** 2012. Rapport sur la réforme de l'épargne réglementée. La Banque de France

**Gourinchas, P.-O., Parker, A. J.** s.a. The empirical importance of precautionary saving

**Jouyet, J.P.** 2011. Fonds d'épargne. Caisse des dépôts

L'épargne des Français massivement dirigée vers le financement de l'économie. 2013

**Mérieux, A. Charette, A.** 2010. Évolution de l'épargne réglementée depuis la généralisation de la distribution du livret A. La Banque de France

**Noyer, C.** 2012. Rapport Annuel de l'observatoire de l'épargne réglementée. Paris. La Banque de France

Pôle Information et Relations extérieures. 2012. Les banques françaises au service de l'économie et de la croissance. Paris. Les clés de la banque

**Pouvelle, C.** 2012. Bank credit, asset prices and financial stability: evidence from French banks. s.l. International Monetary Fund

**Ueda, K.** 2006. Banks as coordinators of economic growth. International Monetary Fund

**Bayard, J.** Macroéconomie de l'épargne

[<http://www.bayard-macroeconomie.com/macroepargne.html>] (02.03.2013)

CBanque. Plafond du livret A

[<http://www.cbanque.com/placement/plafond-livret-a.php#>] (02.03.2013)

**Tessier, B.** La réforme du Livret A suscité des réserves à la Banque de France.

[[http://lexpansion.lexpress.fr/economie/la-reforme-du-livret-a-suscite-des-reserves-a-la-banque-de-france\\_294262.html](http://lexpansion.lexpress.fr/economie/la-reforme-du-livret-a-suscite-des-reserves-a-la-banque-de-france_294262.html)] (15.10.2012)

**Tessier, B.** Pérol s'en prend au doublement du plafond du Livret A

[[http://lexpansion.lexpress.fr/entreprise/le-doublement-du-livret-a-est-une-mesure-peu-utile-et-couteuse-selon-perol\\_293905.html](http://lexpansion.lexpress.fr/entreprise/le-doublement-du-livret-a-est-une-mesure-peu-utile-et-couteuse-selon-perol_293905.html)] (15.10.2012)

**Thépot, M.** Livret A : Moody's s'inquiète de l'impact sur les banques françaises.

[<http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/industrie-financiere/20120827trib000716343/livret-a-moody-s-s-inquiete-de-l-impact-sur-les-banques-francaises.html>] (12.02.2013)

## **Lihtlitsents lõputöö reprodutseerimiseks ja lõputöö üldsusele kättesaadavaks tegemiseks**

Mina, Linda Ajaots  
(sünnikuupäev: 08.03.1990)

1. annan Tartu Ülikoolile tasuta loa (lihtlitsentsi) enda loodud teose „L'amélioration de l'économie française par l'épargne réglementée“

Mille juhendajad on Nadežda Ivanova ja Hans-Bertrand Mugnier

- 1.1. reprodutseerimiseks säilitamise ja üldsusele kättesaadavaks tegemise eesmärgil, sealhulgas digitaalarhiivi DSpace-is lisamise eesmärgil kuni autoriõiguse kehtivuse tähtaja lõppemiseni;
  - 1.2. üldsusele kättesaadavaks tegemiseks Tartu Ülikooli veebikeskkonna kaudu, sealhulgas digitaalarhiivi DSpace'i kaudu kuni autoriõiguse kehtivuse tähtaja lõppemiseni.
2. olen teadlik, et punktis 1 nimetatud õigused jäävad alles ka autorile.
  3. kinnitan, et lihtlitsentsi andmisega ei rikuta teiste isikute intellektuaalomandi ega isikuandmete kaitse seadusest tulenevaid õigusi.

Tartus, 23.05.2013